



Les jeunes ruraux: le moteur du développement industriel chinois

Jean Ruffier

► To cite this version:

Jean Ruffier. Les jeunes ruraux: le moteur du développement industriel chinois. Mircea Vultur, Daniel Mercure. Perspectives internationales sur le travail des jeunes, Presses de l'Université Laval, pp.163 - 176, 2011, Sociologie Contemporaine. halshs-00978905

HAL Id: halshs-00978905

<https://shs.hal.science/halshs-00978905>

Submitted on 14 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les jeunes ruraux : le moteur du développement industriel chinois

Jean Ruffier

Les analyses des conditions de travail dans les usines chinoises sont souvent catastrophistes. Elles n'expliquent pas pourquoi les salariés les acceptent apparemment sans rechigner. À partir d'exemples pris dans le textile, je me propose dans ce chapitre de montrer comment des jeunes peuvent s'engager librement dans des ateliers où ils n'ont aucun statut légal et peuvent passer plusieurs mois sans garantie de toucher un salaire à terme. Leur attitude s'explique principalement par la stagnation de la vie dans les campagnes du tiers monde. Cette attitude fait d'eux, actuellement, un élément essentiel du décollage de l'industrie chinoise.

Ce chapitre est essentiellement descriptif. Il s'appuie sur une description des ateliers informels et sur les histoires de vie des personnes qui y travaillent, que ce soit des ouvriers ou des patrons¹.

D'abord, quelques mots pour situer mon propos. Je suis chercheur spécialisé dans les usines que j'observe dans le monde entier. Depuis 30 ans, ma question n'a pas bougé : quelle sorte de miracle fait que l'on parvient à dépasser les problèmes techniques, les tensions sociales et les oppositions d'intérêts pour parvenir à rendre économiquement viables des usines qui, aujourd'hui, permettent à l'homme moyen de posséder massivement des objets qui augmentent son confort, ses capacités de mouvement et de communication à un niveau qui était inimaginable pour les hommes les plus riches il y a un siècle ? C'est une question un peu longue, mais c'est bien ma question. J'ai toujours été fasciné par les usines. Elles procurent une puissance incroyable. Je suis aussi navré de voir que les usines sont abordées par des spécialistes qui ne veulent voir que ce qui relève de leur spécialité. Ainsi, les psychologues vont regarder le comportement de chacun en le renvoyant à son histoire propre. Les sociologues vont chercher comment se nouent des relations de pouvoir et de domination entre eux et chercher les logiques d'actions qui sont à l'œuvre. Les spécialistes de la connaissance vont se poser la question de l'innovation technique : comment parvient-on à dépasser les connaissances communes pour produire de nouveaux objets et de nouveaux procédés. Les économistes, quant à eux, vont s'attacher à montrer pourquoi certaines usines sont rentables et d'autres non. Pour ce faire, chacun va s'appuyer sur une vaste littérature produite au sein de sa discipline. Les économistes et les sociologues ne voudront généralement pas entrer dans la technique parce qu'ils auront peur de montrer rapidement leurs limites. Les ingénieurs ne voudront pas se lancer dans les rapports sociaux, sauf pour demander comment faire en sorte que les salariés obéissent mieux. Le résultat est que l'on a produit des savoirs très séparés et qu'on n'a pas répondu aux questions que la société se pose : « Pourquoi est-il si difficile de faire des usines qui marchent bien et permettre de mettre tout le monde au travail tout en les rémunérant de façon satisfaisante ? »

Pourtant des progrès considérables ont été faits. Les ingénieurs ont réussi à augmenter considérablement la productivité, à un point tel que, pour faire ce que l'on produisait il y a simplement 30 ans, aujourd'hui, il faut entre deux et dix fois moins d'heures de travail. Et pourtant, nous travaillons plus, nous sommes davantage stressés. Et la pauvreté a autant augmenté en nombre d'individus concernés qu'elle n'a reculé en nombre

de personnes qui en sont sorties. Autant de questions qui restent encore sans réponses simplement parce que ceux qui pourraient y réfléchir refusent de le faire afin de poursuivre des discussions entre spécialistes de la même discipline. Ma chance est de relever d'une institution française, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui a refusé le clivage disciplinaire. Certes, même au CNRS, il sera toujours plus facile de faire carrière si on se limite aux cadres stricts d'une discipline bien reconnue, mais on m'a laissé suivre mon chemin, qui consistait à entrer dans des domaines où j'étais assez peu compétent, mais à tout le moins j'ai pu poser des questions à ceux qui l'étaient et tenter de faire travailler ensemble cogniticiens, ingénieurs, sociologues, économistes et gestionnaires. Ce chapitre porte la trace de cette méthode ; il n'est pas constitué comme un article présenté à un comité de lecture anglo-saxon, c'est-à-dire qu'il ne commence pas par une relecture des articles d'une même discipline portant sur un même sujet et déjà validés par ceux-là même qui vont évaluer le vôtre. Il se contentera de poser des questions et de renvoyer à des travaux de terrain ayant précisément essayé d'y répondre. J'ai commencé à travailler sur le changement organisationnel dans les usines taylorisées de la France des années 1970. J'ai perçu alors la révolution que représentait le couplage de l'ordinateur avec les équipements mécaniques ou chimiques et j'ai donc abordé la question du changement technique. Le CNRS me permettant de sortir du cadre des contrats trop appliqués, j'ai commencé à essayer de comprendre pourquoi il semblait plus facile de faire des usines performantes à certains endroits de la planète et comment réussir l'industrialisation là où elle avait du mal à s'amorcer. J'ai pour cela observé des usines en Europe, en Afrique du Nord et en Amérique latine. Cherchant à observer un transfert de technologie qui mettait en relation des acteurs ayant de fortes difficultés de communication, j'ai poursuivi une recherche sur un projet de construction de métro à Canton². Cette recherche m'a permis d'ajouter des collègues chinois à ceux qui, en Europe ou en Amérique latine, partageaient les mêmes questions que moi. Et bien sûr, j'ai commencé à observer les usines chinoises. Je dois dire qu'au début, je n'ai pas été ébloui. J'avais le sentiment de voir des usines mal ou peu organisées, et surtout des usines où on travaillait et produisait très peu et souvent assez mal. Nous étions au tout début des années 1990, c'est-à-dire dans la période même où se constituaient les usines qui allaient transformer la Chine en une puissance industrielle. En fait, je n'avais, au début, accès qu'à des entreprises d'État dans lesquels les salariés n'avaient aucune incitation à travailler, et très peu de salaire. Les salariés publics réservaient leurs forces pour le temps hors du travail public. Dans le même temps, des entrepreneurs se sont lancés dans le commerce et l'industrie à la fois. Ils l'ont fait avec très peu de capital, souvent en trichant avec les règles légales du moment. En effet, ils étaient des capitalistes sans capital, dans un pays où les banques ne prêtent qu'aux entreprises publiques et où les salaires sont trop bas pour une épargne productive. Or, cette zone même où j'étais a réellement porté le développement industriel de la Chine.

Il faut ici revenir aux statistiques, dans la mesure où ces statistiques sont fiables. Bien souvent construites dans une logique planificatrice, les données statistiques ont tendance à se conformer davantage aux décisions des planificateurs qu'à la description de la réalité. Ces statistiques ont pourtant donné le Guangdong³ comme premier exportateur chinois. Plus précisément, elles ont montré que les exportations chinoises relevaient de quelques régions seulement, et que le Guangdong était la zone la plus importante. Lorsqu'on mettait les exportations en confrontation avec les

importations, on voyait que des régions dépensaient allégrement les devises gagnées par d'autres. Ainsi, Pékin et Shanghai ont toujours donné l'impression d'être plus développées et plus dynamiques que la région du Guangdong. Mais elles tiennent ce dynamisme au fait qu'elles dépensent plus qu'elles ne gagnent. En quelque sorte, le Sud nourrit le Nord et le Centre. Et les statistiques officielles ne facilitent pas l'interprétation. En effet, si je regarde la région la plus développée du Sud de la Chine, je vois qu'elle englobe une bonne partie du delta de la rivière des perles. En quelque sorte, la zone la plus dynamique tient dans un petit triangle de 250 km de côté. Si on divisait le monde en triangles de cette taille, ce triangle-là aurait gagné systématiquement le palmarès du triangle qui a le plus créé d'emplois industriels chaque année pendant 20 ans de suite. L'atelier du monde tient dans un mouchoir de poche.

Cette région est vraiment le lieu du décollage de l'industrie chinoise. Cela a été perçu par peu de monde, mais il faut rappeler les travaux d'Ezra Vogel. Alors même que j'arpentais pour la première fois le delta de la rivière des perles, Vogel terminait à Harvard un ouvrage remarquable sur la réforme au Guangdong, ouvrage qu'il intitulait : « un pas en avant ». Fin connaisseur des pays d'Asie du Sud-Est, Vogel a visité en 1973 pour la première fois la zone du delta. Sa connaissance fine de la région, de la langue chinoise, et le livre qu'il a écrit pour expliquer comment le Japon peut devenir le « numéro 1 » ont intéressé les officiels cantonnais. Par deux fois, ceux-ci lui proposent de faire des enquêtes pour faire le bilan de la réforme dans la province du Guangdong. Ils admettent que Vogel n'est pas un défenseur du socialisme chinois et qu'il va donc publier un discours critique ; cependant, pendant plusieurs mois, ils lui font rencontrer les principaux responsables politiques et industriels de la région. Vogel se rend alors compte que cette région a joué, depuis plusieurs centaines d'années, le rôle de porte de la Chine. La proximité de Hongkong, proximité géographique mais aussi linguistique, en fait une entrée pour les idées occidentales. Et il constate que l'administration locale n'est pas imperméable à ces influences. Il décrit un effort plus grand qu'ailleurs de coordination de l'action publique. Cela peut paraître insignifiant, mais quand on connaît la difficulté à lancer des activités industrielles rentables dans les pays pauvres, on peut comprendre ce que cela signifie. L'administration, même dans un pays communiste et très centralisé, n'est pas une ; elle est constituée de nombreuses cellules composées d'hommes qui doivent vivre. Or, dans un pays pauvre, les fonctionnaires sont souvent mal payés, surtout s'ils sont loin du pouvoir central. Ici, la distance est de plus de 2 000 kilomètres. Donc, ils vivent directement sur les impôts qu'ils prélèvent. Autrement dit, plus le pays est pauvre, plus on va prélever des taxes de manière arbitraire. Comme chaque cellule prélève ses propres taxes sans concertation avec les autres, les entreprises sont assez souvent mises en difficulté. En coordonnant les activités des différents niveaux de l'administration, la province du Guangdong a commencé une gestion plus habile. Elle a partagé les informations sur les entreprises qu'elle détenait et mis en place une stratégie d'imposition douce. Les prélèvements se font à intervalle régulier et en toute connaissance de la capacité de paiement de l'instance imposée. L'activité est ainsi plus élevée et l'assiette d'imposition s'agrandit, ce qui agrandit la richesse et les moyens d'action de l'administration locale. Cela peut paraître un peu surprenant, mais ce diagnostic est encore vrai aujourd'hui. Les régions les moins dynamiques restent fiscalement imprévisibles pour les entreprises, et la région du Guangdong ne cesse d'innover administrativement pour faciliter la croissance et l'investissement

industriel étranger, mais aussi chinois.

Depuis les années 1980, l'administration du Guangdong pratique une forme de cécité sélective. Elle ne voit pas les entreprises qui ne sont pas assez rentables pour justifier une imposition, tant que ces dernières ne font pas de trop grand trouble à l'ordre public. Autrement dit, et nous l'avons entendu dans nos entretiens, les patrons privés peuvent détourner de l'argent public, ne pas respecter les lois du travail ni les normes légales (propriété intellectuelle, environnement) tant qu'ils créent de l'emploi et sont sur une trajectoire ascendante. Malheur à celui qui a détourné de l'argent public si sa boîte ferme et met les ouvriers dans la rue. Celui-là va en prison. Il y a de nombreuses histoires de ce type. La plupart des patrons privés de la première génération que je connais ont monté leur affaire sans capital initial, car, dans un pays socialiste, personne n'a une fortune assez grande pour se lancer directement dans une entreprise à même de respecter toutes les législations existantes. Ils ont donc joué en marge de la légalité. Et ils le savent, comme le savent aussi quelques fonctionnaires de l'administration. Ils sont en quelque sorte obligés de marcher sur une crête étroite vers le succès, car ils peuvent à tout moment tomber dans la case prison. Ce n'est que le récit de leur jeunesse, des privations alimentaires, des frustrations politiques qu'ils ont subies qui explique pourquoi ils se sont engagés sur une voie aussi étroite. Ces gens sont à la base du décollage industriel. Bien sûr, vient derrière eux une génération qui peut profiter d'un peu plus de capital et de formation initiale. Mais ce sont bien des aventuriers sans fortune qui ont ouvert de nouvelles voies à l'industrialisation chinoise et construit un mode de relations sociales qui, aujourd'hui, perdure.

Ils se sont lancés dans de petits ateliers dont beaucoup sont aujourd'hui de grandes usines qui travaillent souvent pour des donneurs d'ordre étrangers ou sur commande de groupes publics chinois. Quelques-uns ont développé leurs propres circuits de commercialisation, et ces derniers sont les plus solides. L'activité développée et les marchés ouverts à eux et par eux les ont poussés à grandir sans cesse. Ils ont puisé dans un réservoir qui semblait inépuisable la main-d'œuvre rurale chinoise. Peu à peu, ils ont asséché la région de tous les jeunes paysans prêts à tenter fortune dans les usines urbaines. Alors ils ont été chercher des travailleurs de plus en plus loin. Aujourd'hui, dans les usines du Guangdong, je ne trouve plus d'ouvriers non qualifiés cantonnais. Les ouvriers de la région ont déjà fait leur temps comme ouvriers non qualifiés, soit ils ont grimpé la hiérarchie de leurs entreprises, ou acquis une qualification beaucoup mieux payée, soit ils ont abandonné l'usine et reconverti leurs économies pour se lancer dans un petit commerce, voire un retour dans la campagne d'origine. La province du Guangdong a bien profité de ce développement économique. Aujourd'hui les gens qui en sont originaires ont un niveau de vie qui les met au niveau des Hongrois. Ils bénéficient de services publics de meilleure qualité que dans le reste de la Chine, d'une école souvent peu chère, voire gratuite, et depuis peu, pour une grande partie d'entre eux, d'un embryon de sécurité sociale. Ils sont plus riches et plus exigeants que les paysans du centre de la Chine.

Les usines demandent de nouveaux ouvriers capables de travailler dans des ateliers taylorisés. Ils ont un peu de mal à en trouver, car la population qui sait travailler en usine sans être à proprement parler qualifiée, a déjà été épuisée par les 30 dernières années de croissance. Ces ouvriers, comme les ouvriers taylorisés français, ont tout fait pour que leurs enfants ne reprennent pas leurs emplois. Alors il faut recruter

ailleurs, et ailleurs cela veut dire des paysans venant de région de plus en plus éloignées. Ces personnes peuvent venir d'usines d'État qui, là-bas, ont du mal à se maintenir car leurs coûts sont très élevés. Alors elles trouvent facilement du travail du fait de leur expérience. Mais là aussi, les ouvriers du centre de la Chine prêts à s'exiler dans le Guangdong ne sont pas si nombreux. Certes l'emploi y est plus facile, le climat généralement meilleur, moins froid. Mais souvent la langue y est différente. Et quand on vient d'un petit bourg rempli de personnes que l'on connaît, il n'est pas toujours évident d'aller s'installer dans une des plus grandes mégaloïles du monde. Plus délicate encore est la situation des paysans. Ils ne sont pas habitués à vivre en ville, souvent parlent mal le chinois, l'écrivent peu. Ce qui veut dire qu'ils n'ont aucune langue commune avec les personnes qui vivent à Canton. Et puis, ils ne savent pas ce qu'est l'usine. Ils n'ont jamais conduit de machines. Il leur faut tout apprendre. Ils sont dans la situation des immigrants africains débarquant en Europe au moment de l'essor des années 1960-1970. Venir à Canton est donc un grand défi. Tous ne sont pas prêts à le tenter. Mais ils sont prêts à y envoyer leurs enfants. Ces derniers s'adaptent mieux et on peut espérer que, pendant quelques années au moins, ils enverront une partie de leurs salaires au pays. C'est d'ailleurs ce qu'on observe. Si pour certains pays africains, les envois d'argent venant des immigrants constituent une part non négligeable des revenus de nombre de pays, c'est le cas aussi de bien des zones rurales chinoises.

Le problème des jeunes d'origine rurale est celui de l'accès au premier emploi. Qui va les embaucher alors qu'ils ne comprennent pas ce qu'on leur dit et qu'ils ne savent pas travailler ? Ceux qui partent au hasard connaissent souvent des sorts dramatiques. La prostitution a pris une ampleur considérable dans la Chine moderne : elle est souvent une voie obligée pour les jeunes filles qui ont voulu tenter l'aventure sans avoir de relations familiales pour les accueillir.

Heureusement, il existe des voies moins dégradantes, et les visites d'ateliers informels, les entretiens avec les patrons et les ouvriers nous ont permis de reconstituer beaucoup de parcours individuels qui nous montrent comment se constituent de véritables filières d'intégration des jeunes ruraux dans la machine industrielle chinoise.

L'histoire de ces filières commence bien souvent par un ouvrier issu d'une zone rurale et qui décide de quitter l'usine publique de sa région où il considère qu'il n'a pas d'avenir, pour se diriger vers des usines privées du Sud de la Chine. Une fois franchi l'obstacle du transport, l'ouvrier trouvera aisément un emploi d'ouvrier du fait qu'il a appris à travailler dans une usine d'État, ce qui souvent représente une référence précieuse dans un monde où la plupart des ouvriers ont appris le métier sur le tas. L'ouvrier peut assez rapidement arriver à un salaire situé autour de 130, 150 dollars US (USD) par mois en 2006, et même près de 200 USD en 2010. Comme il a des projets, il économise une grande partie de son salaire. Au bout de plusieurs années à ce régime, il demande une promotion à son patron privé, lequel lui explique que, du fait de la concurrence internationale, il est coincé entre des prix de vente très bas et des salaires qui augmentent. L'augmentation des salaires a souvent des effets très forts sur les marges des patrons privés chinois qui sont tournés vers l'exportation. Certains commencent à se dire qu'ils ne vont plus pouvoir continuer. Alors, ils proposent un marché à ces ouvriers qualifiés : plutôt que de les augmenter, ils leur proposent de leur donner du travail s'ils se mettent à leur compte. En fait, le calcul repose ici sur la différence des salaires entre le secteur formel, dont dépendent les patrons des usines

privées, et le secteur informel des petits ateliers que peuvent ouvrir leurs ouvriers qualifiés. Les salaires y sont réduits de moitié, voire plus si on prend comme base le salaire horaire (les horaires sont plus longs dans le secteur informel).

L'ouvrier qualifié qui saute le pas pour devenir patron d'atelier informel procède généralement de cette manière : il rassemble environ 1 000 à 1 500 USD d'économies et avec cela il va acheter quelques machines à coudre chinoises d'occasion. Il loue alors une grande pièce dans un quartier textile de la ville, à environ 100 USD par mois. Dès lors, il ne lui reste qu'à téléphoner à un ami resté dans son village d'origine. Il annonce qu'il a du travail pour une dizaine de jeunes. C'est l'occasion que beaucoup attendent dans le village. Les jeunes en effet tournent en rond sans avenir. Il n'y a rien à faire au village, pas d'argent à gagner et le risque de la famine si la récolte est mauvaise. Si d'aventure on parvenait à gagner un peu d'argent, la famille, voire les fonctionnaires locaux, auraient vite fait de s'approprier l'essentiel de ces gains. En effet, les fonctionnaires n'ont guère de salaires et ils cherchent qui rançonner pour améliorer leur ordinaire.

Quand on est jeune, la situation est encore plus déprimante. En effet, la plupart des jeunes, garçons ou filles, partent dès qu'ils en ont l'occasion, plutôt que de rester sous le regard des vieux sans distraction, sans possibilité de vie personnelle. L'idée qu'un travail vous attend dans la métropole du Sud est une occasion qu'il ne faut pas perdre. Alors on va chercher autour de soi qui va vous donner de quoi payer le transport contre la promesse de cadeaux futurs. Les parents seront d'autant plus enclins à accepter d'envoyer leur enfant que la personne qui appelle est connue. Quand la somme est réunie, on part à plusieurs affronter plusieurs journées de transport dans des régions inconnues. Arrivés dans la gare de la ville où se trouve l'atelier, on tombe rapidement sur quelqu'un du village qui attend là que vous arriviez et qui va vous conduire à l'atelier.

L'atelier est une pièce grande et claire ; c'est une nécessité pour le travail, souvent unique. Là, patrons et ouvriers vont vivre et travailler ensemble. Le patron consacre tout son argent à louer l'atelier et à nourrir ses ouvriers ; il doit donc, au moins au début, dormir dans l'atelier, à même le sol, avec les jeunes ouvriers.

Par la suite, le patron va passer beaucoup de temps à former chaque ouvrier. Il exécutera les commandes que lui fait son ancien employeur, du mieux qu'il pourra. Tant qu'il a du travail, tout le monde travaille sans prendre de congé. D'ailleurs, pourquoi prendre des congés ? Pour ces jeunes, la ville fait peur, elle est dangereuse ; ils ont gardé un très mauvais souvenir de leur voyage et des peurs qu'ils y ont eu, quand ils n'ont pas été simplement dévalisés en route. Donc, ils restent en groupe et travaillent tant qu'ils peuvent dans l'espoir de gagner de l'argent.

Le salaire de ces ouvriers est effectivement de l'ordre de l'espoir.

Comme dans toute la région, les salaires ne sont pas payés à la semaine ou au mois : ils sont payés au départ des vacances du printemps. Et, de toute façon, le patron doit parvenir à un certain niveau de chiffre d'affaires pour dégager l'argent nécessaire pour défrayer les salaires. Avec des ouvriers qui ne savent rien faire, c'est difficile. C'est donc seulement au moment de repartir chez eux pour le nouvel an chinois que les jeunes ouvriers touchent leur premier salaire. Entretemps ils ont été nourris et entretenus par leur patron. Si le patron a réussi son pari, il a dégagé de quoi payer ses ouvriers et ces derniers repartent chez eux avec des cadeaux. Le patron n'aura dès lors aucune difficulté à reprendre ses

ouvriers ou d'autres du même village, car il aura fait ses preuves comme patron.

Si le patron échoue, les ouvriers n'ont pas de salaires et ne rentrent pas au village. À tout le moins, ils ont appris à travailler et ils trouveront à se réemployer chez un patron qu'ils savent capable de les payer. On peut se scandaliser du procédé, mais, après tout, les stages non payés existent aussi dans les pays riches, et les jeunes ne vont pas contester l'utilité d'un séjour en atelier. Sans ce patron qui les a nourris, logés et instruits, ils ne seraient pas employables dans l'industrie et donc condamnés à rester dans le village qu'ils souhaitaient fuir. Il faut les comprendre : quand ils arrivent en ville pour la première fois, ils sont souvent très jeunes. Ils passent de la campagne du tiers monde et du regard des aînés à la communauté de jeunes qui vivent ensemble en ville. Avec un peu de chance, ils auront l'argent pour acheter des vêtements, un téléphone portable, choses qu'ils imaginaient à peine possibles dans leur village. Et puis, si ces ateliers informels sont unisexes, ils savent qu'à quelques dizaines de mètres se trouvent des ateliers qui rassemblent des jeunes de l'autre sexe, de la même région et de la même langue qu'eux. Ils ont vraiment l'impression d'un monde d'« opportunités » qui s'ouvre à eux. En tout cas, c'est cela qu'ils nous racontent.

Je me suis posé la question du jeu des autorités quant aux ateliers informels. Ces derniers n'ont pas bonne réputation : ils ne respectent pas les lois sociales ni pour les salaires, ni pour les horaires, ni encore pour la salubrité du travail. Ils sont régulièrement dénoncés par la presse internationale mais aussi par la presse locale. Ils sont également dénoncés par les industriels étrangers, qui y voient d'une part une concurrence déloyale, d'autre part une explication pour des baisses de qualité dans les commandes faites aux grandes usines. Mais ils jouent un rôle essentiel de sas de la campagne vers l'industrie. Les grandes usines n'ont pas les moyens de former leurs ouvriers, donc elles ne pourraient pas embaucher des jeunes qui ne savent pas travailler. Et elles devraient les payer au salaire légal, alors même qu'ils seraient incapables d'avoir une productivité suffisante pour rentabiliser leur salaire. Tout cela est connu. Alors les autorités jouent un jeu étrange. En gros, le discours officiel est que ces ateliers sont interdits, donc ils n'existent pas, on ne les voit pas.

Un patron m'a expliqué qu'après deux ans de fonctionnement il perdait des commandes, car ses commanditaires réclamaient des factures qu'il ne pouvait présenter, puisqu'il est clandestin. Alors il est allé voir les autorités locales pour demander une autorisation de fonctionnement. Bien sûr, ces autorités connaissent les ateliers. Elles ont considéré que le patron n'offrait pas encore de garanties suffisantes pour obtenir l'autorisation de produire, mais elles lui ont donné l'autorisation de facturer sa production et de payer les impôts afférents. L'atelier continue à ne pas exister ; donc il n'est pas question d'y envoyer un inspecteur vérifier les conditions de travail et d'emploi, mais il facture et paie des impôts comme tout commerçant qui se respecte. Si les autorités lui donnaient l'autorisation de produire, il devrait en principe payer les salaires légaux et ne trouverait plus de commanditaire. Alors, les autorités locales préfèrent toucher peu d'impôts, mais en toucher, que de fermer l'atelier ou de le pousser à la faillite.

En 2008, la province du Guangdong a vu le gouverneur de la province et le chef du parti de la province entrer en conflit ouvert sur la décision de fermer ou non les ateliers informels. Le débat a été diffusé dans les journaux locaux. La première position était que la province est désormais assez riche pour passer aux nouvelles technologies et se

concentrer sur les activités à forte valeur ajoutée. Selon cette position, les ateliers informels ne présentaient plus d'intérêt. Ils attirent des pauvres venus du centre de la Chine, distribuent de faibles salaires et rapportent très peu d'impôts. En quelque sorte, cette position considère que le Guangdong n'a plus besoin des immigrants de l'intérieur. Elle se rapproche de celle des pays européens qui se sont servi de la main-d'œuvre d'autres régions de la planète pour réussir leur décollage économique dans les années glorieuses, et qui aujourd'hui ferment leurs frontières à ceux-là même qui les ont aidés à devenir riches. L'autre position est qu'il faut éviter que les campagnes du Centre de la Chine ne sombre dans le chaos, et qu'il convient donc de préserver les emplois qui permettent à des ruraux d'échapper aux enclaves de misère. La crise mondiale a partiellement suspendu le débat. En 2009 et 2010, les ateliers informels tournent à plein...

Notes

1. Sur le développement industriel de la Chine, voir les références suivantes : R. Arvanitis et W. Zhao, « Five Cases Studies of Private and Collective Enterprises in Guangdong », dans J.-F. Huchet et W. Wang (dir.), *Chinese Firms in the Era of Globalisation*, Beijing, China Development Publishing House, 2008 ; W.A. Byrd (dir.), *Chinese Industrial Firms under Reform*, Oxford, Oxford University Press, 1992 ; Y. Cao, Y. Qian et B.R. Weingast, « The Sale Goes on. Transforming Small Enterprises in China », *Transition*, février 1998, p. 5-7 ; Y. Huang, *Capitalism with Chinese Characteristics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; F. Navarro, « L'avantage concurrentiel chinois – entre pratiques déloyales et avantages comparatifs », *Perspectives chinoises*, Hongkong, n°97, 2006, p. 13-29 ; H. Qin, *Les leçons à tirer du miracle chinois*, Lingdaoze, Pékin (traduit par le *Courrier International*, n° 9362009) ; H. Qiu (éditeur), « Innovation régionale et développement d'entreprise », Pékin, Éditions des sciences économiques/UNESCO, 2007 ; J. Ruffier, *Faut-il avoir peur des usines chinoises ? Compétitivité et pérennité de l'atelier du monde*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 186 ; W. Zhao et R. Arvanitis, *L'inégal développement de la Chine : capacités d'innovation et coexistence de différents modes de développement industriel*, Région et Développement, 2008 (28-2008).

2. Canton (en chinois Guangzhou) est une ville qui dépasse maintenant les dix millions d'habitants et se trouve à 150 km de Hongkong et à 100 km de Macau. Elle est historiquement un des principaux points de contact entre la Chine et l'étranger, notamment à travers sa foire qui reste la plus importante pour la Chine d'aujourd'hui. Depuis 1982, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, et s'appuyant sur une administration particulièrement dynamique, Canton est à la pointe de l'ouverture économique et de la création de firmes chinoises privées. La région se trouve régulièrement en tête pour les exportations, les investissements étrangers et la recherche-développement.

3. Le Guangdong, ou province de Canton est la province chinoise qui englobe l'essentiel du delta de la rivière des perles. Il s'agit donc de la région la plus exportatrice de la Chine.

4. E.F. Vogel, *One Step Ahead in China – Guangdong under Reform*, Boston, Harvard University Press, 1989.

5. En effet, les usines, dont les marges se réduisent, ont tendance à sous-traiter une part de plus en plus importante de leur production aux ateliers informels, car cela leur coûte moins cher. Mais bien sûr la qualité suit souvent moins.